



Nous sommes réunis pour tenir ce CTSD dans une situation particulière, qui pourrait presque être cocasse. La veille de ce comité, la dotation du département n'était pas connue. La dotation académique complémentaire ne permet pas d'absorber les fermetures initialement prévues dans le rural, sauf à fermer ailleurs...

Le confinement est d'ailleurs une bien mauvaise excuse pour justifier une telle précipitation des instances : CTA le mercredi, CTSD le jeudi, CAPD le vendredi pour le premier degré. Ce calendrier, les ordres du jour et les documents non parvenus (les postiers sont dévoués, et la distribution sur table impossible) démontrent le peu d'intérêt porté à la qualité du dialogue social déjà réduit à néant par la réforme de la fonction publique et transformant les instances en simples chambres d'enregistrement.

C'est la troisième rentrée préparée par M. Blanquer. On pensait qu'il n'était plus possible de faire encore des économies, mais c'était sans compter sur la ténacité du ministère à poursuivre une politique de suppressions de postes et de réduction de la dépense publique. Ce principe a d'ailleurs été appliqué à l'hôpital depuis des années ... on en voit le triste résultat

Ainsi, en 3 ans, il y a eu dans l'Aube :

- 65 suppressions de postes pour seulement 25 créations (dont 28 suppressions pour 13 créations rien que pour la rentrée à venir) ;
- 11 divisions supprimées en collège dont 8 prévues rien que cette année.

La moyenne d'élèves par classe en collège dépasse les 25, nombre jamais atteint depuis au moins 2012. Les DHG collèges sont toutes en baisse, même si la structure est identique à cette année, même si l'établissement est classé en Éducation Prioritaire, même pour les structures ULIS. Cela amène des tensions dans les équipes car des choix doivent être faits avec les sempiternelles questions : Quels dispositifs /dédouplements vont être supprimés ? Qui sera en complément de service ? Seul les trois établissements qui gagnent une division semblent préservés.

Des seuils sont déjà atteints dans 14 niveaux (*6ème Romilly Noyer Marchand, 6ème et 4ème G Bachelard Bar/Seine, 4ème Chaource, 4ème Piney, 6ème et 4ème Beurnonville, 6ème Brossolette, 6ème et 5ème Arcis, 3ème Bouilly, 6ème Aix/Othe, 4ème Brienne, 3ème Vendevre*). Que se passera t-il s'il y a des arrivées imprévues ?

L'attaque menée contre les S.E.G.P.A, pardon, la « réorganisation » de ces S.E.G.P.A se poursuit avec des classes qui ferment et des postes qui y sont supprimés après les fermetures à Arcis et à Aix-en-Othe. 394 élèves en septembre 2019, combien en 2020 ?

Les lycées se voient amputés de 370 heures sur leurs dotations, preuve s'il en est de la finalité des réformes : la suppression de moyens et de postes. Celle-ci s'observe ainsi par le nombre de postes qui y sont supprimés, 15 en L.E.G.T, 5 en L.P.

La place des mathématiques y devient préoccupante. En élevant ainsi le niveau de la spécialité de Première, le ministère est en train d'en détourner une frange de la population qui préfère abandonner en Terminale. Preuve s'il en est les 5 suppressions de postes de mathématiques, représentant 1/3 des postes supprimés en lycée. Les effectifs par classe sont accablants avec 35 élèves par classe en 2nde !

Une dégradation des conditions de travail éclate au grand jour. En effet, le nombre de personnels en compléments de service augmente de 50% cette année, passant de 48 à 70 personnels, certains complétant dans 2 autres établissements.

Dans le premier degré, nous pouvons difficilement être précis puisque les annonces ministérielles bousculent voire anéantit le projet dont nous disposons. Mais à coup quasi sûr, cette dotation ne permettra pas de couvrir tous les besoins : il va falloir soit renoncer à des ouvertures ou bien procéder à des fermetures ailleurs donc au détriment de... Nous dénonçons d'ores et déjà la fermeture du poste au CMPP, alors que les besoins sont criants et que tout emploi dans ces structures de soins permet de les faire « tourner » de quelque ministère qu'il vienne.

Les politiques de réduction de la dépense publique sont à proscrire, elles sont mortifères et les fonds publics doivent être réorientés vers le développement de services publics de proximité et de qualité. Espérons que le grand public en est à présent convaincu et qu'il s'en souviendra car les personnels, eux, n'ont plus confiance.

Comment avoir confiance quand toutes les annonces sont faites dans la presse et peuvent être assimilées à du mensonge. Notre ministre leurre tout le monde quand il annonce que toutes les grandes sections de maternelle seront à 24 élèves. Il ne donne pas les moyens, donc au final il ment. Ce fut le même mensonge sur les classes dédoublées, puis sur les CP et CE1 à 24.

Comment avoir confiance alors que le Ministre a prouvé, à chacune de ses interventions, qu'il n'a pas été à la hauteur de la situation depuis le début de la crise sanitaire. Il essaie de faire taire les critiques au nom d'une union nationale voire d'une « union sacrée » et s'efforce à y substituer des discours alternatifs.

Lorsqu'il dit « nous sommes prêts », il ment. Il ment car tout le monde s'est bien rendu compte, personnels, élèves et parents, que les serveurs faisant tourner les ENT ne pouvaient pas supporter les connexions, il était quasi impossible d'y avoir accès pendant la première semaine du confinement.

Il ment lorsqu'il dit que du matériel sera distribué à toutes les familles n'ayant pas le moindre accès internet. Il laisse chaque établissement se débrouiller avec les moyens du bord ... certains n'en ont pas. C'est bien du discours pour les opinions publiques pour faire croire que le pouvoir est actif et efficace sur ce sujet.

Contredit 3 fois en 5 jours, il se ridiculise lorsqu'il annonce que les écoles ne fermeront pas et que le Président annonce leur fermeture le soir même.

Il se ridiculise lorsqu'il annonce le lendemain que les enseignants seront présents dans les

établissements pendant la période de fermeture et que le Premier Ministre annonce le soir même celles de tous les lieux non indispensables.

Il se ridiculise lorsqu'il annonce que finalement, le présentiel en établissement sera sur la base du volontariat et que le Président annonce le lendemain soir le confinement.

Pourtant, cela n'aura pas empêché certains chefs zélés d'organiser des réunions en présentiel, voir de vouloir faire suivre l'emploi du temps normal sans élèves ! A leurs initiatives ? Sous les ordres du Ministère ? Du Rectorat ? De la DSDEN ?

Quel était l'objectif de cet entêtement ridicule ? Qu'est-ce-que cela apportait de faire venir les personnels , de les réunir et ainsi de les exposer à un risque de contamination ? A quoi cela servait-il ? Et à quoi cela sert-il aujourd'hui de pointer du doigt certains personnels comme les professeurs documentalistes ?

Il n'y a plus qu'une certitude, la « confiance » n'a plus de sens au sein de la maison Éducation Nationale. Ce mot ne signifie plus rien car il a été usé et détourné par l'administration dans de scandaleux effets de communication. En effet, l'objectif de ces réunions était simple et lamentable à la fois, celui, sans aucune considération pour leur santé et leurs difficultés dans cette situation anxieuse et inédite pour tous, de surveiller que les personnels, ces « feignants », étaient bien au travail ... ou « aux fraises ».

La vérité est que les enseignants travaillent et trouvent des solutions. Ce sont eux qui permettent de garder le lien avec les familles sans les culpabiliser, de garder le lien avec les élèves autour d'activités scolaires conduites dans des cadres familiaux souvent complexes, de favoriser parfois des échanges entre élèves et d'adapter les types de travaux proposés aux élèves du fait qu'ils ne bénéficient pas du guidage que permet la classe au quotidien.

Évidemment, le ministre a des solutions aux problèmes. Comme il ne peut s'appuyer que sur ce qu'il a déjà fait puisqu'il ne prend pas l'avis des personnels qui pourraient avoir d'autres idées, il vient de réinventer l'eau tiède des stages de vacances « pour les élèves en difficulté » dont il est personnellement porteur depuis longtemps puisqu'il a commencé à les mettre en place, sans jamais les évaluer, quand il était recteur de Créteil.

Il est temps de cesser de se contenter de remercier les personnels pour leur professionnalisme et leur implication, malgré les injonctions paradoxales de certains supérieurs, malgré les outils institutionnels inadaptés, malgré le mépris affiché des représentants du gouvernement, malgré les difficultés personnelles et matérielles de chacun. Les personnels ne peuvent plus fonctionner « malgré » leur administration. Le service public ne saurait se payer de mots. Il a besoin de moyens sonnants et réverbérants. Une catastrophe éducative ne doit pas succéder à la catastrophe sanitaire. A l'évidence il faudra un changement de politique et des personnes chargées de la conduire. Même si l'on nous tient, tout d'un coup, des discours d'éloge de l'hôpital public que l'on a consciencieusement délabré depuis qu'on lui applique les orientations du new public management, on ne peut croire qu'il sera demain l'objet d'une nouvelle politique soucieuse de l'intérêt général et du service public sans changement des hommes chargés de la mettre en œuvre. Il en est de même pour l'école, où on ne peut faire confiance à un ministre qui déteste la sociologie parce que le social lui résiste et qui veut la fin de l'éducation prioritaire. La sortie de crise ne permettra un rebond de l'État social que si nous en prenons nous-mêmes soin.